

# *Faire vivre vite*

## le Comité Confédéral National

### **Courrier Confédéral** **- Spécial -**

*Bulletin d'information du Bureau Confédéral*

#### **Sommaire**

*"Le C.C.N. décide..." par L. VIANNET - P. 1*

*Extraits du rapport au C.C.N. des 22 et 23/01/91 - P. 2 à 7*

*Plus que jamais à l'offensive sur les revendications - P. 7 à 11*

*Pour la paix et les revendications, accélérer et redéployer le placement des FNI 91, renforcer la C.G.T. - P. 12 à 15*

*Pour donner une suite efficace au CCN parmi les ICT - P. 16 à 19*

*"Un problème d'information" par J.C. POITOU - P. 20*

*Bataille d'idées et propagande - P. 21 à 23*

*Consolider nos moyens - P. 23 à 25*

*Agir pour la paix, c'est syndical, c'est donc légal - P. 26 à 28*

*A l'offensive pour le droit à la retraite et à la santé - P. 29 à 31*

**ARGUMENTAIRE POUR LES MILITANTS : Paix et revendications - P. 32 à 40**

**N° 21 - 6 février 1991 - nouvelle série**

## **Faire vivre vite** le Comité Confédéral National

---

Le C.C.N. décide : Engageons, avec énergie, un effort de grande ampleur, pour mettre en oeuvre partout, une activité de masse, démocratique, dynamique. Condition décisive à la mise en mouvement des salariés.

---

L'énorme pression idéologique qui s'exerce de façon constante pour tenter de justifier la guerre et faire accepter des sacrifices supplémentaires aux salariés tandis que s'accélère la mise en oeuvre des graves dispositions anti-sociales déjà décidées, nécessite un effort considérable pour rassembler les syndiqués, les informer, les mobiliser et susciter avec leur concours un vaste débat avec les salariés.

- Contre la guerre, Pour les revendications, pour s'opposer aux prétentions du gouvernement et du patronat, il y a maintenant un urgent besoin de donner plus de vigueur à la pression revendicative.

- **Avec les syndiqués**, qu'il faut réunir partout, discutons des positions de la C.G.T., donnons du dynamisme à la vie syndicale, abordons avec force les questions du renforcement de la C.G.T., placement du F.N.I., diffusion ambitieuse de la V.O. et créons un courant de mise en mouvement démocratique des salariés.

- **Avec les salariés**, montrons l'inanité de cette guerre, l'ampleur des gâchis, la gravité des mesures que veut faire passer le gouvernement, contre le pouvoir d'achat, la protection sociale, la retraite, espérant que le bruit des bombes empêche les salariés de réagir.

Engageons le débat sur les revendications et sur la nécessité d'agir pour les faire aboutir.

La guerre n'est pas une solution, elle coûte et va coûter de plus en plus cher. De toute évidence gouvernement et patronat vont tout tenter pour en faire supporter les conséquences aux salariés.

Contre cette guerre, contre l'engagement de la France, contre l'austérité, pour la défense des revendications, adressons nous ensemble et avec audace à tous les salariés, sur chaque lieu de travail.

C'est la tâche la plus importante pour aider au développement de l'action et au renforcement de la C.G.T.

**Louis Viannet,**  
**Secrétaire de la C.G.T.**

**Faire vivre vite** le Comité Confédéral  
National

**Extraits du rapport Présenté par  
jeannine marest, secrétaire de la Cgt,  
au C.C.N. des 22 et 23 janvier 1991**

... "En dépit des obstacles, l'expérience à tirer des luttes depuis le dernier CCN : c'est bien la démarche revendicative telle que nous l'avons définie qui fonctionne avant, pendant et après.

C'est vrai pour la mobilisation, pour le contenu des luttes et c'est vrai pour la crédibilité de l'action et du syndicalisme. Il ne faut absolument pas lâcher sur la notion de besoin, et ne pas choisir à la place des salariés les revendications prioritaires. Tenir l'ensemble des problèmes, et il le faut, ce n'est pas autre chose que d'avoir cette démarche revendicative là, conjuguée à notre pratique démocratique.

L'appropriation par les salariés eux-mêmes de leurs revendications, c'est le gage de la solidité de l'action, de sa détermination, de son unité, quels que soient les aléas de la lutte et face à l'intransigeance tant du gouvernement que du patronat qui misent sur le pourrissement d'un mouvement essayant d'échapper aux négociations auxquelles finalement les diverses luttes les ont contraints.

Des progrès incontestables ont été réalisés dans la conduite des luttes; lorsqu'une lutte démarre, très rapidement nos organisations ont le souci à la fois de consulter démocratiquement les salariés et de bien faire jouer tout son rôle à la CGT.

Il est plus compliqué de générer des luttes, on le sent bien, il ne suffit pas de consulter les salariés sur leurs besoins et aspirations, il faut avoir une démarche de mobilisation pour déboucher sur l'action. On a besoin de bien s'expliquer sur cette façon de développer l'action syndicale sur le lieu même du travail pour aider à la discussion et à la mobilisation.

Au nom de l'élargissement, qui est nécessaire, il y a parfois des dérapages ou des interrogations sur telle ou telle pratique. Il ne faut pas lâcher le terrain. Tous nos efforts visent les salariés, le lieu de travail, où les luttes qui existent font chaque fois l'objet d'une grande attention, on veut faire avancer les coopérations entre structures professionnelles et interprofessionnelles pour l'efficacité, la solidarité. Oui on veut s'appuyer sur les luttes pour élargir le champ de ceux qui agissent, mais il ne s'agit pas de l'élargissement comme finalité de la lutte, l'axe de la bataille demeure, ce que les salariés ont dans la tête, ce qu'ils veulent à ce moment là, ce pour quoi ils se battent.

Est-ce pour autant un échec si l'action ne fait pas tache d'huile ? L'action de la CPAM de l'Essonne; si elle ne s'est pas généralisée dans tous les secteurs de la Sécurité Sociale, n'a-t-elle pas contribué à faire germer des idées d'action. La longueur des conflits en a fait hésiter certains, mais les salariés n'ont pas dit leur dernier mot. Il faut gagner sur la crédibilité de l'action, oui des succès sont possibles, la preuve. Nous avons encore beaucoup, beaucoup d'efforts à faire pour populariser les succès. Si nous n'avons pas inversé la stratégie du

capital, qui s'exprime à travers les politiques du gouvernement et du patronat, ces luttes, ces succès les obligent à autant d'adaptation dans la mise en oeuvre de leur stratégie.

Tout bouge, et à grande vitesse, nous les mettons en difficulté mais pas au point qu'ils renoncent à leur projet même s'ils doivent l'accomoder à une autre sauce. Ceci nous demande d'être présents sur toutes les questions, sur tous les terrains avec une pratique syndicale renouvelée. Nous n'avons pas le choix.

L'insistance à faire du lieu de travail un axe privilégié de notre action, en prise directe avec les salariés, ne nous amène pas à renoncer, à prendre des initiatives d'actions coordonnées chaque fois que nous l'estimons nécessaire, en fonction des enjeux.

Dès l'instant qu'une telle initiative est décidée et annoncée, cela devrait se traduire dans toutes nos organisations par un formidable effort de mobilisation de toutes les forces de la CGT pour s'adresser à l'ensemble des salariés afin de débattre des raisons de nos propositions et de la façon de s'engager dans l'action. C'est vrai pour tous les objectifs revendicatifs y compris pour l'action contre la guerre."...

## L'action contre la guerre

... "Non, la guerre n'est pas une solution. La CGT réaffirme que la paix est possible, il nous faut faire grandir ce mot d'ordre "halte à la guerre".

Cela va nous demander beaucoup; beaucoup d'explications. Nous ne sommes pas à court de textes. Il faut en débattre avec les salariés, sur les lieux mêmes du travail, les convaincre de se mobiliser.

Dans le monde entier grandit l'opposition des peuples exprimée par de grands mouvements, y compris aux Etats-Unis. C'est la force morale et matérielle la plus puissante capable d'arrêter le massacre et d'imposer les négociations."...

... "Le déclenchement du conflit dans le Golfe ne saurait nous faire renoncer à jouer notre rôle d'organisation syndicale.

Déjà le Gouvernement et le patronat exploitent de façon indécente la guerre dans le Golfe, avec l'objectif de faire accepter plus d'austérité, des mesures néfastes, et de nouveaux reculs sociaux. Le coût de la guerre est énorme : 1 milliard de dollars par jour, on va nous présenter la note. Nous ne l'acceptons pas.

Sous le motif "d'état de guerre" le Gouvernement a pris des mesures d'exception : réquisitions, atteintes au droit de grève, de manifestation, de droit syndical: Des milliers de travailleurs subissent une aggravation des conditions de travail. Nous disons non aux réquisitions, la France n'a pas à être en état de guerre, le droit des travailleurs doit être respecté.

Evidemment, il est légitime que des mesures soient prises pour assurer notamment la sécurité de la population et du pays. Mais on ne saurait accepter que cette situation serve de prétexte aux directeurs d'entreprise, au Gouvernement, de porter atteinte aux droits des travailleurs, leur droit d'expression et leur liberté.

On mesure combien notre action pour arrêter la guerre et pour les revendications ne font qu'une, et qu'elle impliquera une présence active de tous les militants de la CGT auprès des salariés pour débattre et agir."...

## Quelles suites donner au CCN de juin

... "C'est relancer d'abord en grand notre démarche syndicale.

Dans l'immédiat, la question est comment utiliser la lettre d'Henri Krasucki aux syndiqués. Cette lettre, écrite au nom du Bureau Confédéral, sur mandat de la Commission Exécutive, a pour but de dialoguer personnellement et ouvertement avec chacun; l'intention étant d'amener le syndiqué à mieux s'impliquer, participer à la vie, à l'action syndicale, sans rien masquer des difficultés, des insuffisances, des enjeux mais aussi des possibilités qui existent si tout le monde s'y met.

Ce n'est ni un tract, ni un document; la nature et l'objet de cette lettre aux syndiqués imposent de ne pas la banaliser, mais d'établir grâce à elle le contact avec chaque syndiqué. Sur tous les sujets abordés dans cette lettre, les syndiqués ont leur mot à dire et sont appelés à le dire. Occasion doit leur en être donnée par la convocation de réunions préparées, conduisant au dialogue et débouchant sur la façon dont chaque syndiqué sera porteur, envers ses collègues de travail et tout son entourage, des thèmes de la lettre, un syndiqué acteur du syndicalisme d'aujourd'hui.

Il s'agit donc de se servir de cette lettre pour mener et donner du tonus à une activité résolument démocratique :

- remise du FNI et syndicalisation parmi les diverses catégories;
- paiement des cotisations, souscription nationale et conquête des moyens pour la lutte;
- lecture, diffusion et utilisation de la presse confédérale, en lien avec l'expression syndicale et la bataille des idées sur chaque lieu de travail;
- action revendicative résultant de la rencontre entre les aspirations et besoins des salariés et les propositions de la CGT sur tous les problèmes à l'ordre du jour, aux salaires, emplois, garanties collectives, services publics, libertés ..."

## Les objectifs revendicatifs

... "Il nous faut revenir fort sur salaires, pouvoir d'achat, SMIC. Ne pas céder sur cette question, d'autant moins que la guerre du Golfe va servir d'argument au Gouvernement et au patronat pour franchir une nouvelle étape dans leur politique d'austérité.

Ce qui pose en grand la question du SMIC. Nous proposons au CCN de l'actualiser en le revendiquant à 7.000 F, avec l'engagement de le réactualiser chaque année au 1er juillet.

Les questions du pouvoir d'achat exigent de revendiquer l'indexation des salaires et pensions sur les prix.

Dès lors qu'ils sont consultés, les salariés de toutes catégories formulent des revendications salariales répondant à leurs besoins, souvent en lien avec leur aspiration à voir leur travail reconnu et rémunéré comme tel, ce qui pose tout le problème des grilles de classification qui sont au coeur des négociations actuelles."...

... "De véritables grilles de salaires, basées sur un socle solide, pour lequel le SMIC revendiqué par la CGT doit être une référence et construites à partir d'une prise en compte réelle des qualifications.

Nous avons besoin de bien répartir des besoins. Salaires, conditions de vie, le logement prend une grande dimension, conditions de travail, travail de nuit, travail du dimanche, précaires et de promouvoir de partout des actions sur les questions les plus sensibles Il nous faut

enraciner les luttes pour être en état le plus vite possible de monter d'un cran, mais nous n'en sommes pas là aujourd'hui..

**Sur la retraite**, l'échéance est fixée au printemps. Il faut donc engager dès maintenant une action de large sensibilisation et de mobilisation en profondeur sur cette question ; être contre le projet ne suffit pas, il faut s'expliquer :

- capitalisation ou répartition
  - équilibre démographique
  - déficit et moyens financiers
- (un argumentaire sera mis à votre disposition).

Nous pensons qu'il faut envisager une initiative de grande envergure, s'appuyant sur des initiatives à partir des lieux du travail. Compte-tenu de la situation, nous ne pensons pas utile aujourd'hui d'en définir les modalités, mais le CCN devrait en prendre la décision, en pensant de suite à y associer les administrateurs Sécu.

**Côté santé**, ne rien laisser passer sans réagir. Aucune diminution de remboursements, aucune attaque contre notre système hospitalier et revenir inlassablement sur nos propositions de financement pour la sécu d'autant plus que la CSG devrait entrer en vigueur et cela pourrait susciter des revendications salariales de compensation.

Il faut aussi penser qu'il sera nécessaire de développer la lutte pour un véritable service public de qualité, répondant aux besoins de gens, du pays. La CE de février aura à délibérer.

### **L'emploi.**

Lutter contre la précarité et tous les phénomènes d'exclusion et de déstabilisation de l'emploi.

Dans ce chapitre, nous voulons porter une attention plus particulière à la bataille pour l'industrie.

Des convergences de luttes peuvent se construire, comme c'est le cas autour de La Ciotat. Nous pensons qu'il faudrait prendre des initiatives sur cette question. A ce jour, nous devons être attentifs à donner une autre dimension aux luttes contre les licenciements, celle d'une reconquête de notre industrie, garante du développement et de notre indépendance.

### **La formation professionnelle**

Un des enjeux de l'affrontement de Société.

Il y a de réels besoins d'élévation des qualifications de l'ensemble des salariés, du fait notamment de la carence des politiques de formation initiale développées depuis plusieurs décennies. C'est un aspect important des perspectives de développement économique pour le pays, c'est un aspect important des aspirations des salariés eux-mêmes aujourd'hui.

En même temps, les plans de formation, instruments d'une possible intervention dans l'entreprise sur les qualifications, les classifications, les salaires et l'emploi, sont détournés vers la réalisation d'une seule stratégie : la rentabilité financière immédiate et l'intégration des salariés à ces objectifs.

Le 5 février débiteront des négociations avec le CNPF dont on connaît les objectifs.

Ceci signifie que dans les semaines à venir, il nous faudra susciter des initiatives pour peser sur les négociations, informer les salariés qui ne savent pas ce qui se trame, les faire réagir par des démarches auprès de leurs employeurs, auprès des organisations patronales locales.

*Il s'agit d'intégrer ces questions à toute notre démarche revendicative dans la continuité de la réflexion que nous avons eue lors de la CE confédérale de juin. Comment susciter l'expression des besoins de formation ?*

*Il s'agit de se saisir des outils dont nous disposons : mieux utiliser les CE et leurs prérogatives en la matière et d'user en plein des capacités des instruments dont nous nous sommes dotés.*

*Il en va ainsi notamment d'Emergences que nous avons conçu lors du CCN de 1985 comme l'organisme unique de la confédération visant à mettre en commun la somme des expériences et des acquis de toute la CGT, de toutes les structures.*

## **Les libertés.**

*Plus que jamais à l'ordre du jour de nos objectifs revendicatifs, défense de toutes les libertés : liberté du citoyen, libertés individuelle et collective, libertés syndicales.*

*Il ne suffit pas de décréter être un état de droit, ce qui nous intéresse, c'est le respect des droits des salariés, des syndicats et la conquête de nouvelles libertés. Parlant des libertés, je signale que le prochain 1er Mai sera celui du Centenaire de Fourmies; l'Institut d'Histoire CGT a pris des dispositions pour célébrer cet événement. Il propose aussi qu'il donne lieu à Fourmies même à une manifestation de dimension nationale. Nous étudions sous quelle forme.*

## **Pour un élan de la syndicalisation**

*Haro de toute part contre le syndicalisme. "Le syndicalisme en panne", "les grandes centrales ont de plus en plus de mal à se faire entendre", "les syndicats sous perfusion", "les raisons de l'érosion", titres relevés dans Le Monde, Le Figaro, Droit social et comme par hasard tous le 12 décembre dernier, peu de temps avant c'était aussi une opération médiatique bien coordonnée, "La CGT perd la majorité chez Renault", "La CGT passe au laminoir", "Les bastions CGT s'effondrent, tandis que grossissent les rangs des non-syndiqués". "La CGT perd le CE à la RATP", il leur a fallu déchanter.*

*Il s'agit d'une opération qui vient de loin et qui vise loin. C'est la volonté de casser le syndicalisme de lutte, leur virulence est à la dimension de ce que nous avons enclenché avec le processus de syndicalisation en lien étroit avec notre démarche revendicative, démocratique.*

*Cela conforte notre volonté d'avancer plus vite, d'abord en tenant l'objectif des assemblées générales de syndiqués élargies pour la remise des FNI et cartes aux syndiqués de 90. Dans les 2 mois, donner les suites proposées tant pour les rendez-vous VO que les 1500 UGICT, être audacieux dans nos initiatives.*

*Je rappelle l'enquête publiée par la VO en direction des jeunes. 70.000 exemplaires de France-Espoir l'ont reprise; 500 entreprises ont été ciblées par les UD et les Fédés pour faire vivre cette enquête et engager un travail syndical. Ce sera un point d'appui pour définir les besoins, susciter des actions et appeler à la syndicalisation.*

*Les enseignements de cette enquête seront tirés lors d'une journée publique que le CCJ envisage en avril.*

*Tout ce travail devrait contribuer à faire grandir l'expression revendicative de la jeunesse et l'on envisage de tenir en novembre 91 une grande manifestation de la jeunesse comme une des étapes de la préparation du 44e congrès.*

*Syndicalisme, syndicalisation*

*Cela nous renvoie à notre démarche syndicale revendicative, diversifiée, pour répondre mieux aux besoins de chacune et chacun. Etre la CGT que l'on dit, et redonner au syndicalisme toute sa place ; c'est le mandat que nous a donné le 43e Congrès, et c'est d'ores et déjà la préparation du 44e Congrès."...*

***Faire vivre vite*** le Comité Confédéral  
National

---

***Plus que jamais à l'offensive  
sur les revendications***

---

Nouvelle pour tous les salariés, insolite pour d'autres, notamment les jeunes, la situation dans laquelle nous plonge le Gouvernement nous fait mesurer combien l'importance de notre démarche syndicale, revendicative, doit plus que jamais être présente sur tous les lieux de travail.

L'expression des besoins, d'écoute des préoccupations immédiates des salariés, et notamment celles qui présentent aujourd'hui une acuité particulière tels les problèmes relevant de la sécurité, des libertés, de la défense des salariés de toute nationalité, restent un impératif dans notre activité.

Les idées évoluent sans cesse en fonction des événements et de la fantastique pression idéologique, les débats avec nos syndiqués, les salariés, sont indispensables afin que les problèmes et interrogations, en lien étroit avec le renforcement de la CGT, trouvent leurs réponses dans les revendications à partir des analyses et objectifs revendicatifs qui sont les nôtres, c'est-à-dire :

***Les salaires***

Le CCN a décidé de revaloriser la revendication du SMIC à 7 000 francs bruts mensuel.

Cette revalorisation doit trouver toute sa signification en organisant le débat avec les syndiqués et les salariés, débat qui doit permettre l'expression en grand de leurs besoins, expression d'autant plus nécessaire que le CNPF et le Gouvernement ont lancé l'offensive sur l'annualisation du SMIC (voir dossier du 10 janvier 1991) et sur leur volonté de le maintenir à un niveau le plus bas possible.

Le CNPF va tenter d'accentuer plus fortement encore la politique de pression sur les coûts salariaux, d'accélérer la mise en oeuvre de la refonte des grilles par branches professionnelles afin d'obtenir dans les esprits l'éclatement de la notion même de salaires.

Sans perdre de temps, Rocard a expédié le 17 janvier 1991 une lettre de cadrage sur les salaires, rappelant aux entreprises publiques la nécessité de poursuivre, la "*maîtrise de la politique et d'exclure toute idée d'indexation*".

La rediscussion, avec tous les salariés, catégorie par catégorie, à partir de leurs besoins et du SMIC à 7 000 F de la reconnaissance de leur qualification pour :

- Reconstruire les grilles.
- Obtenir un réel déroulement de carrière permettant au salarié d'occuper l'emploi conforme à sa qualification.
- Reconquérir l'indexation des salaires sur les prix,

doit se faire sans perdre du temps.

## L'emploi

Il y a urgence d'utiliser **toutes** les capacités humaines de notre pays pour tout à la fois :

- améliorer, voire transformer les conditions de travail,
- déployer les créations de richesses productives et de service, pour le développement industriel.

Conditions indispensables pour obtenir un haut niveau de qualité de nos productions et services, répondant réellement aux besoins des salariés et de la population de notre pays, et en coopération avec les autres pays.

Mesure-t-on dans toute leur dimension humaine et au-delà, quels gâchis représentent :

- Les licenciements massifs ou non, qui s'accompagnent de "*l'obligation*" pour ceux qui continuent à travailler, d'être présents sur leur lieu de travail, 10 h par jour, comme chez Citroën.
- Les licenciements massifs ou non, et l'organisation du travail de nuit pour **celles** qui restent comme chez Bull à Angers, etc...

Les millions de chômeurs; toutes les personnes qui se trouvent sous contrat de travail précaire, les pré-retraités qui sont des licenciements camouflés...

En un mot, mesure-t-on dans toute sa dimension humaine les gâchis que représente la GPE qui jette, qui sélectionne, qui exclue.

Là aussi, inverser fondamentalement le cours des choses implique la mise en oeuvre de notre démarche syndicale revendicative, c'est-à-dire, discuter avec chacun des salariés, atelier par atelier, bureau par bureau, entreprise par entreprise, pour évaluer les besoins en **effectifs stables**.

Evaluer les besoins **en effectifs stables**, n'est-ce pas d'ores et déjà engager le débat sur :

- La réduction de la charge de travail, de son intensité, et combattre, sous couvert d'élargissement des tâches de nouvelles compressions d'effectifs.
- La réduction du temps de travail sans diminution de salaire et combattre l'allongement de l'utilisation des équipements avec son cortège de **vendredi - samedi - dimanche**, de travail de nuit, de travail posté, d'heures supplémentaires...

- L'embauche stable de tous les salariés sous contrats précaires et prendre des mesures pour empêcher la baisse des effectifs en fin de contrat, pour empêcher la modulation des horaires, et supprimer les risques et les accidents du travail.
- La possibilité de développer de nouvelles productions, d'étendre et de créer des services, avec les investissements nécessaires et répondre aux besoins des salariés et de la population.

Certes, une telle logique heurte de plein fouet celle qui consiste à liquider les pans entiers de nos industries telles que sidérurgie, navale, électronique, etc...

C'est pourquoi le débat, les initiatives, ne peuvent être qu'une étape à un moment de l'activité, mais bien un **état permanent** de toute notre activité.

## Formation

Débattre avec les syndiqués et les salariés de la formation, c'est dégager avec eux les axes essentiels de son contenu afin que cette dernière permette aux salariés :

- De mettre en oeuvre une production et des services efficaces.
- De prétendre à la reconnaissance dans le salaire et dans l'emploi, d'une qualification supérieure et d'un véritable déroulement de carrière.

Autrement dit, au-delà de notre exigence d'une formation dispensée sur le temps de travail, rémunérée comme tel, et au moins pendant 10 % de ce temps, sa formation par la bataille sur son contenu, oblige à poser avec force l'exigence de la lutte sur les qualifications et leur reconnaissance dans les grilles et les salaires.

La formation constitue pour le Patronat et le Gouvernement un champ largement ouvert pour maîtriser sa GPE et la modernisation négociée. Pour former des salariés à sa politique de "management" qui n'est qu'en fait une formation **professionnelle** qui reconnaît et améliore les connaissances professionnelles des salariés nécessaires aux activités de travail.

D'où l'importance de l'intervention des salariés sur leur lieu de travail, pour :

- Evaluer les besoins en contenu de formation au regard de leur conception de ce que doit être la finalité de leur travail, base de l'élaboration du plan de formation.
- Examiner comment faire vivre le droit à ce que **tous** les salariés, d'un même bureau, service, atelier..., puissent prétendre à partir en formation **pendant au moins** 10 % du temps de travail et rémunéré comme tel, et non hors temps de travail.
- Exiger à partir de ces besoins, quel budget il est nécessaire de revendiquer, et combattre de ce fait toute idée qui consiste à décider d'une enveloppe budgétaire, et de "mouler" les besoins dans cette enveloppe.

## Protection sociale

S'il est bien une lutte que la CGT n'a eu de cesse de mener, c'est bien celle de la protection sociale.

Les acquis importants que nous avons arrachés ont permis de grandes avancées en matière de médecine, de prévention, de soin mais aussi, ont permis de grandes avancées dans le **droit à la santé** pour toutes et tous quelle que soit sa place dans la société.

Aujourd'hui, la mobilisation reste entière, les retraités, le droit à la santé pour tous, les droits de la famille, sont sérieusement mis à mal, notamment avec la Contribution Sociale

Généralisée où le pouvoir d'achat des familles va subir une dégradation importante. L'exigence d'une protection sociale de haut niveau ne pourra être satisfaite que si la CGT poursuit son combat, en faisant étroitement le lien avec :

- La lutte pour le SMIC à 7 000 F et les salaires en général.
- La lutte pour le développement industriel et des services, répondant aux besoins des salariés.

Pour se faire, il est important d'organiser le débat avec les salariés sur leurs besoins en matière de santé, de protection sociale, de politique familiale, de retraite, en lien avec nos propositions, en matière de financement pour la Sécurité sociale à savoir :

- Taxer de 13,6 % les revenus du capital, ce qui rapporterait 40 milliards.

Ces débats doivent permettre de définir les besoins de modernisation de la Sécurité sociale, de la médecine du travail, de la prévention, en partant des réalités que connaissent les salariés aujourd'hui, par exemple :

- Quel montant des allocations familiales faut-il pour répondre aux nécessités des enfants et jusqu'à quel âge?

N'avons-nous pas là, un champ d'investigations à occuper ? Un champ de luttes diverses à organiser ?

N'est-ce pas là, un moyen d'arrêter le bras patronal et gouvernemental qui consiste à faire des transferts financiers et de responsabilité sur les salariés, se dégageant ainsi de leurs propres responsabilités.

## Libertés

Fière de ses luttes pour la démocratie, pour la liberté d'expression, pour l'existence des salariés dans l'entreprise et dans la société, d'organisations fortes qui défendent les intérêts des salariés, la CGT a toujours, et sans relâche, été aux côtés de tous ceux et celles qui ont lutté pour vivre et travailler dignement. Elle a, au cours de son histoire, payée de sa personne afin que triomphent la paix et la démocratie en France et partout dans le monde.

Aujourd'hui, elle est à nouveau en tête pour lever haut le drapeau de la paix et de toutes les libertés.

Partout dans les entreprises, courageusement, nous avons en ces temps difficiles, plus que jamais besoin de discuter avec les syndiqués, les salariés, afin d'en faire les acteurs, les défenseurs acharnés des libertés, et donc des défenseurs acharnés de leurs revendications.

Le Patronat ne s'y trompe pas, ce sont toujours ceux et celles qui luttent, contre ses choix, qu'il tente de baillonner.

Il ne supporte pas que les voix s'élèvent pour crier **Paix - Revendications**, même combat syndical.

Alors, il frappe en sanctionnant, en utilisant la monstrueuse guerre, pour laquelle il apporte largement sa contribution, pour interdire toute expression de paix, pour diviser, multiplier les attitudes racistes et licencier les salariés "immigrés" sous prétexte de sécurité, accentuer sa politique anti-sociale.

Seul le rassemblement des salariés, de tous les salariés, sur la paix, sur leurs revendications, peut mettre en échec et les velléités patronales et gouvernementales et les atteintes aux libertés diverses quel qu'en soit le degré.

Ces questions doivent être débattues afin de bien comprendre les syndiqués et les salariés, mais aussi afin de bien se faire comprendre sur nos motivations de lutte pour arrêter la guerre, sur nos revendications.

- Débattre avec eux sur :

\* Quelles mesures de sécurité doivent être prises afin :

- \* que les salariés soient réellement protégés ;
- \* de combattre des attitudes racistes de division de la part des directions d'entreprises ;
- \* de transformer tous les salariés en responsables de la sécurité et en délateurs ;
- \* d'empêcher toute forme de répression tant collective, syndicale, qu'individuelle et ceci au nom de la sécurité.

Débattre avec eux des formes d'actions qu'ils jugent les plus efficaces, pour gagner sur l'ensemble des questions auxquelles toutes et tous nous sommes confrontés, reste un passage obligé, sans lequel, nous risquerions de multiplier les difficultés de mobilisation que nous ne manquerons pas de rencontrer.

Vraiment, jamais situation aussi complexe, difficile soit-elle, n'a exigé autant de rigueur, pour mettre en oeuvre en grand avec tous et toutes, militants et syndiqués, notre démarche syndicale revendicative.

C'est la condition essentielle pour gagner sur tous les fronts de lutte.

\*

\* \*

\*

**Faire vivre vite** le Comité Confédéral  
National

**POUR LA PAIX ET LES REVENDICATIONS  
ACCELERER ET REDEPLOYER  
LE PLACEMENT DES FNI 1991,  
RENFORCER LA CGT**

C'est, précisément, dès le début des "2 mois pour un placement rapide, dynamique, précis et conquérant des FNI 1991" que surgissent les dramatiques et dangereux événements de la guerre du Golfe.

**"NI GUERRE LA-BAS, NI SACRIFICES ICI !"**

La CGT sera, sur chaque lieu de travail un support d'autant plus efficace pour faire entendre cette même exigence des salariés, qu'elle sera présente, forte, à l'initiative.

Cette présence, cette force, cette capacité d'initiative de la CGT reposent sur ses syndiqués à qui l'on aura remis leur FNI afin qu'ils se sentent pleinement investis de leur responsabilité de syndiqués de la CGT en ce moment. Ces syndiqués seront d'autant plus à l'aise pour aller à la rencontre des salariés qui les entourent, pour engager le débat avec eux à partir de leurs questions et préoccupations que nos directions syndicales leur auront donné la possibilité de s'approprier un maximum d'arguments de la CGT.

Ce chemin incontournable, la gravité de la situation ne donnent que plus d'importance et d'urgence à la réalisation de l'objectif que nous nous sommes fixé : les 100% de FNI 91 le plus vite possible à chaque syndiqué de 90.

La tenue d'assemblées de syndiqués largement ouvertes aux non-syndiqués, pour remettre les FNI, débattre de la situation, définir les revendications et poser la question du renforcement de la CGT prend donc une nouvelle actualité.

De telles assemblées, partout où elles se tiennent, aident à cette remise rapide du FNI, à faire la clarté sur les questions de la guerre du Golfe, à ne pas se laisser dévier de notre mission revendicative au quotidien, en lien avec la lutte pour la paix, et à renforcer la CGT de nouveaux adhérents.

La décision du CCN d'engager une grande campagne d'explication, de mobilisation et d'action pour la paix et les revendications, prolonge et redimensionne à la fois cette démarche.

Cette campagne vise les lieux de travail, les militants, les syndiqués, les salariés ; elle implique la présence active à ce niveau des dirigeants d'U.D., de Fédérations, d'U.L., les

coopérants confédéraux, les Membres la C.E. et du B.C. pour une aide concrète, précise et audacieuse à la bataille d'idées, à l'initiative revendicative et au renforcement de la CGT, à la remise des FNI à chaque syndiqué.

La préparation concrète, comme le déroulement de ces initiatives, décidées par le CCN, doivent être saisies par nos organisations pour :

dresser la liste des adhérents 90 qui n'ont pas encore leur FNI 91 et le leur remettre ;

remettre à chacun de nos adhérents (et prendre du temps pour en débattre avec eux) les éléments qui leur seront nécessaire pour s'adresser aux salariés qui les entourent afin de les convaincre et les gagner :

"LA VO" qui produit un énorme effort pour expliquer, imager, dénoncer, révéler à propos de la guerre du Golfe,

La lettre d'Henri KRASUCKI qui reste de pleine actualité,

La déclaration à propos du Golfe adoptée par la CE confédérale "la guerre n'est pas la solution" ainsi que l'adresse au travailleurs immigrés,

Le tract confédéral "ni guerre là-bas, ni sacrifices ici" distribué aux Membres du CCN, support à des initiatives de renforcement de la CGT, dans les entreprises, celles où nous sommes et les autres, dans les manifestations.

Quelques échos font état d'adhésions de salariés sur la base de leur accord avec nos positions et action pour la paix.

Ces adhésions rejoignent souvent, dans leur démarche, celles faites dans la période précédent la guerre sur le thème "de l'argent pour les revendications, pas pour la guerre dans le Golfe", argument fort chez les jeunes.

Cet argument peut prendre de la force dans la mesure où la vérité fait son chemin sur l'horreur de cette guerre et son coût financier.

Nous avons besoin de chaque syndiqué pour conduire ce débat en profondeur, le traduire en actes revendicatifs larges, rassembleurs et déterminés et cela commence bien par la remise de son FNI.

# **NI GUERRE LA BAS, NI SACRIFICES ICI !**

A tous moments les salariés ont besoin d'un syndicat fort, actif, pour concourir à la défense de leurs droits et de leurs revendications.

A tous moments, ils en ont besoin pour que leur information soit la plus complète possible afin de pouvoir se forger leur opinion.

A tous moments, ils en ont besoin lorsque des événements graves, dramatiques surgissent comme c'est le cas avec la guerre du golfe. C'est la conception que la C.G.T. met en oeuvre avec vous dans tous les domaines, en toutes circonstances.

## ***Rejoignez la CGT, syndiquez-vous !***

Certains voudraient vous persuader que la guerre étant entamée, il faudrait la poursuivre jusqu'au bout, par conséquent il serait malvenu en ce moment, de manifester votre exigence de paix et de défendre vos revendications.

La CGT vous appelle à rejeter ces prétentions ... Ni guerre là bas, ni sacrifices ici ! La guerre, c'est un cortège de deuils, de massacres, de destructions inouïes sur les champs de bataille. Et partout, c'est le risque d'affrontement entre communautés, les ferments du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme.

La guerre coûte cher, très cher (des milliards de francs chaque jour) plus elle durera, plus cela coûtera ! Combien cet argent, semant la mort, pourrait servir la vie, le mieux être, le progrès de toute l'humanité, la satisfaction des revendications !

Ni guerre là bas, ni sacrifices ici !

Bien évidemment, ce sont les salariés et retraités qui vont, une fois de plus, en faire les frais ... et doublement : une fois avec les impôts qui paieront la guerre et une autre fois, comme l'annoncent déjà patronat et gouvernement, par de nouveaux tours de vis sur les salaires, les acquis, pendant que les libérés seront mises en cause pour tenter d'étouffer la protestation.

***N'est-ce pas une raison forte de vous syndiquer maintenant ?***

Les fauteurs de guerre s'enrichissent du commerce des armes, ils sont les partisans d'un énorme, ruineux et inutile budget de surarmement pour la France... et ce sont les mêmes qui, afin de préserver et élargir encore des profits considérables, réduisent votre pouvoir d'achat, ferment des usines, s'en prennent au service public, remettent en cause vos acquis, vos droits, vos statuts, votre protection sociale et vos retraites.

### ***N'est-ce pas une raison de plus de vous syndiquer maintenant ?***

Il y va de votre vie de chaque jour, de celle de vos familles, de l'avenir de vos enfants, du véritable droit des peuples.

C'est votre intérêt de rejoindre tous ceux qui disent : "arrêtez cette guerre ! Engagez une véritable négociation internationale pour régler tous les problèmes du golfe. Retirez les troupes françaises et toutes les troupes étrangères de la région".

Le courant lucide et pacifiste déjà considérable, doit encore grandir, rejoignez-le. On peut arrêter la guerre. C'est votre intérêt de défendre vos droits, vos revendications.

C'est sur votre lieu de travail, afin de pouvoir vous rassembler, être ainsi plus forts pour décider et conduire vos actions que vous avez besoin de vous organiser.

***Dès maintenant, renforcez la C.G.T., syndiquez-vous, participez à la vie de votre syndicat.***

NOM .....

PRENOM .....

adresse .....

À remettre à un syndiqué de la CGT,  
sur votre lieu de travail, ou à expédier  
à l'union départementale CGT

*Je me syndique*

**CGT**

**Faire vivre vite** le Comité Confédéral  
National

*Pour donner une suite efficace au C.C.N.  
parmi les I.C.T., prolonger, élargir,  
généraliser l'initiative "1.500"*

Parmi les Ingénieurs, Cadres, Techniciens comme parmi les autres salariés, la préoccupation qui domine en ce début d'année est bien évidemment celle de la guerre du Golfe ; de l'engagement de notre pays dans celle-ci et des conséquences immédiates et à venir d'un tel engrenage, des moyens de stopper celui-ci.

Conformément à la démarche syndicale que nous impulsions depuis le 43ème congrès et au cœur des 1 500 initiatives engagées depuis septembre parmi les I.C.T., nous ne ferons face à nos responsabilités syndicales et ne serons efficaces en ce début d'année sur l'ensemble des terrains qui sont les nôtres (lutte pour la paix mais aussi et plus que jamais, lutte pour les revendications économiques, sociales - syndicalisation) que si nous partons des préoccupations des ingénieurs, cadres, techniciens, telles qu'elles existent pour construire et élargir la mobilisation qui s'impose, tant sur le terrain de la paix que sur celui de la mise en échec des politiques patronale et gouvernementale qui s'appuient sur la situation de guerre pour aggraver dans tous les domaines la situation sociale (pouvoir d'achat, emploi, protection sociale, libertés).

*Impulser partout un vaste débat avec les I.C.T.*

Cela nécessite d'impulser partout, et ce d'abord à l'entreprise, un vaste débat avec le plus grand nombre d'I.C.T., l'ensemble de nos syndiqués, sur le lien indissociable entre lutte pour la paix et progrès social, les forces syndicales C.G.T. et U.G.I.C.T. nécessaires pour cela, la relance, tous azimuts de notre action revendicative.

C'est ce qu'a décidé le C.C.N. Pour aider à la mise en oeuvre rapide et à grande échelle de cette impulsion de toute notre activité dans la foulée du C.C.N., l'U.G.I.C.T. a décidé :

- de réaliser **un appel spécifique en direction des I.C.T.** centré sur "la guerre n'est pas une solution, il faut l'arrêter. Nous voulons mettre nos compétences au service du progrès social, de la paix". Appel soumis à signature des I.C.T. à l'entreprise, devant servir de support au débat pour gagner nos catégories à l'élargissement de la mobilisation dans la diversité des sensibilités.

Les signatures seront regroupées par nos U.F. et C.D. pour adresse au Président de la République.

- d'adresser à toutes nos U.F. et C.D. un **argumentaire** aidant nos militants à promouvoir le débat.

## Relancer le dispositif "1.500"

Pour déployer ce vaste débat parmi les I.C.T., nous ne partons pas de rien : il s'agit de s'appuyer à plein sur ce que nous avons commencé à faire bouger depuis septembre parmi ces catégories avec les 1 500 initiatives décidées par le précédent C.C.N. Il s'agit de relancer l'ensemble de ce dispositif, élargir celui-ci à toutes les entreprises ciblées par les F.D. et U.D., généraliser cette démarche à toutes nos bases U.G.I.C.T.

Le C.C.N. a retenu à cet égard les **quatre priorités** qu'avait adoptées la C.E. de l'U.G.I.C.T. du 11 janvier :

. porter un effort exceptionnel en janvier - février à la **remise du F.N.I. U.G.I.C.T. 91** en en faisant un moment privilégié du débat sur l'ensemble des questions posées aujourd'hui. Cela nécessite une mobilisation exceptionnelle de toutes nos directions syndicales dans un moment où la situation ne favorise pas cette activité ;

. prolonger la vente de masse **Options** de décembre par un déploiement conséquent de **l'abonnement** vers les 20.000 I.C.T. nouveaux qui l'ont eu entre les mains et, bien sûr, sur la V.O. Impôts ;

. poursuivre et élargir les initiatives 1 500 en couvrant **l'ensemble des 2 130 entreprises ciblées** durant toute l'année 1991 ;

. préparer et assurer le succès des "**Rencontres d'Options**" sur le thème "formation et transformations" que nous avons prévues pour le 28 mars au Novotel à Bagnolet avec l'objectif de 1 000 I.C.T.

Ces quatre priorités d'activité en direction des I.C.T. découlent très directement des enseignements tirés des quatre premiers mois de mise en oeuvre des 1.500.

## Des résultats et potentialités à faire fructifier.

Le rapport au C.C.N. indiquait notamment à cet égard :

*"... les premiers résultats concrets obtenus dans le deuxième semestre 90 parmi ces catégories, tant en terme de mobilisation revendicative que de syndicalisation, d'audience aux élections professionnelles et de diffusion de notre presse confédérale (Options) témoignent de la justesse de cette démarche et des potentialités nouvelles que nous avons ouvertes.*

*C'est ainsi que sur les 2 130 entreprises ciblées par les fédérations et les unions départementales, 730 initiatives se sont réellement engagées dans les entreprises depuis septembre sur 25 professions et 47 départements, c'est du jamais vu parmi ces catégories pour la C.G.T. dans un temps aussi court.*

*Alors que nous avions, tout au long du premier semestre 90 enregistré une nouvelle tendance globale à l'érosion de nos effectifs U.G.I.C.T., nous avons depuis septembre redressé cette situation, puisque nous terminons 90 avec une quasi stabilisation de nos effectifs (99,2 %).*

*Il est significatif de noter que c'est parmi les organisations qui se sont le plus investies dans les 1 500 que nous nous renforçons le plus (Hauts de Seine + 4 % ; santé + 9 % ; commerce + 7 %).*

*La vente militante de masse d'Options organisée à l'occasion de la sortie de la nouvelle formule de ce journal s'est traduite par 20 376 numéros supplémentaires vendus, soit plus de 60 000 Options diffusés ce qui n'avait jamais été réalisé depuis qu'Options existe. Il est tout à fait clair que cela est à mettre en relation avec le travail engagé dans les centaines d'entreprises avec les 1 500.*

*Aux élections professionnelles (CE + DP) alors que nos résultats C.G.T. parmi ces catégories étaient au premier semestre 90, comme pour l'ensemble des catégories, en recul, il est significatif de noter que les mois d'octobre, novembre et décembre marquent une inversion de tendance parmi celles-ci.*

*Avec 24,4 %, la C.G.T., avec l'U.G.I.C.T. progresse de 0,3 % (la C.F.D.T. amorce un recul parmi les I.C.T.).*

*Au total, et sans survaloriser ces résultats obtenus qui restent légers, fragiles, il est tout à fait clair que cette initiative du précédent C.C.N. a indéniablement contribué à faire naître de nouvelles potentialités importantes pour le développement à venir de la C.G.T. parmi ces catégories...".*

Toute la question aujourd'hui c'est de faire fructifier celles-ci par un élargissement de l'investissement des FD et UD dans les 2 130 entreprises ciblées et la généralisation de cette démarche dans toutes nos bases UGICT existantes et plus généralement dans toutes les bases C.G.T. vers les I.C.T.

## Une pétition pour les I.C.T.

L'expression de l'opinion publique est un élément important pour conduire les gouvernements à la raison, arrêter la guerre et imposer des négociations.

L'U.G.I.C.T. propose le texte ci-dessous, à la fois comme base d'argumentation et comme instrument de large rassemblement spécifique d'ingénieurs, de chercheurs, de cadres, de techniciens, d'agents de maîtrise.

Cet appel-pétition est donc à faire signer par le plus grand nombre et le plus vite possible.

Il doit être ensuite envoyé à la Présidence de la République Française, Palais de l'Élysée - 75008 PARIS.

Il peut également être expédié en copie auprès de divers autres destinataires (responsables économiques, politiques, presse, ambassades,...).

Nous vous demandons également de nous en adresser copie à l'UGICT - 263, rue de Paris, Case 408 - 93514 Montreuil Cedex. (Télécopie : 48.51.64.57).

\*  
\*\*  
\*

### *Appel des Ingénieurs, Cadres, Techniciens, Chercheurs*

*L'engrenage meurtrier de la guerre du golfe doit être stoppé : loin de résoudre les graves questions du Proche-Orient, l'escalade guerrière, l'extension du conflit vont conduire à des situations irréparables qui empêcheront, pour une longue période, le règlement des problèmes du monde arabe. Les fractures entre les pays arabes et notre pays peuvent s'accroître de façon irréversible, et le conflit entre les pays pauvres et les puissances développées va traverser nos villes, nos banlieues, le salariat.*

*Partout dans le monde, des voix s'élèvent, de plus en plus nombreuses : il faut arrêter les combats, il faut établir des solutions justes, négociées, garantissant une paix durable sur cette région.*

*Aucun peuple n'a intérêt à la poursuite de cette guerre. Ingénieurs, cadres, chercheurs, techniciens, face à un conflit où les technologies les plus sophistiquées sont utilisées au service de la mort, nous voulons au contraire mettre nos compétences et notre savoir-faire au service du progrès social ; et nous savons que les technologies, utilisées autrement peuvent contribuer à construire un monde de coopérations, de développement de paix.*

*Avec tous ceux qui y aspirent, nous exigeons :*

- . l'arrêt de la guerre ;*
- . le retrait du Koweït par l'Irak ;*
- . le retrait des troupes de cette région ;*
- . l'ouverture de négociations qui permettent de dégager des solutions au Proche-Orient.*

(rédigé le 25 janvier 1991)

nom	signature	nom	signature

## **Faire vivre vite** le Comité Confédéral National

---

### Un problème d'information ?...

---

Superflu, à vrai dire, ce point d'interrogation ! Car, à l'évidence, cette guerre du Golfe nous pose à tous, militants d'entreprise ou responsables d'une organisation, un problème de communication, face à un "trop plein" d'informations qui orchestre une gigantesque opération de manipulation des opinions publiques. La grosse caisse médiatique est peut-être pleine de vide, mais elle fait beaucoup de bruit et martèle à longueur de jours le même rythme : la guerre, la guerre, la guerre...

En toutes occasions, on peut -et on doit- faire confiance à "l'intelligence du peuple", pour reprendre la belle expression de Jaurès, que la V.O. rappelait récemment. Mais, il serait naïf de croire que cette intelligence ne puisse être aveuglée ou étouffée par un déversement ininterrompu de propos allant tous dans le même sens : celui d'un soutien inconditionnel à la politique américaine et aux options bellicistes finalement retenues par le gouvernement français.

Toute intelligence pour respirer a besoin de connaissances, d'éléments d'analyse, de comparaison, de réflexion.

Parmi tous les moyens dont dispose la C.G.T. et ses organisations pour alimenter le débat avec les salariés, existe un hebdomadaire conçu non comme un simple bulletin du militant, mais comme un "news" ouvert à un large lectorat. Vous avez certainement constaté que dans ces derniers numéros, la V.O. veillait à tenir tous les coins du drap, à porter les positions de la C.G.T. et à rendre compte de ses initiatives en ce qui concerne le conflit du Golfe, mais aussi à refléter les différents aspects de la vie syndicale et revendicative "habituelle".

Elle continuera à le faire -et de son mieux, si possible- dans les numéros à venir.

C'est pourquoi, en cette période où la guerre des idées est indissociable de la guerre des bombes et des missiles, diffuser la V.O. c'est plus que jamais "diffuser" la C.G.T.

Jean Claude Poitou,  
Rédacteur en Chef de la V.O.

## **Faire vivre vite** le Comité Confédéral National

### **BATAILLE D'IDÉES ET PROPAGANDE.**

Les salariés, dans leur grande majorité, n'ont, pour se faire une opinion, quasiment qu'une seule source d'information, à laquelle ils attachent pourtant un énorme crédit. Cette source d'information, quels qu'en soient les canaux (télévisions, radios, journaux...), est à 95% aux mains des forces dominantes et en véhicule les idées.

Ainsi, sur la guerre du Golfe, ont-ils le sentiment d'être bien informés de par l'hyper-médiatisation de l'événement. Mais justement, l'abondance d'information, la surinformation visent à camoufler la réalité dans son ensemble et dans sa complexité. Elle participe à une vaste entreprise de manipulation des opinions. Il en a été ainsi de l'énorme tapage médiatique pour faire accepter la guerre comme seule solution et son côté inéluctable. Il en va de même ensuite pour la présenter sous ses meilleurs atours (propre, rapide, sans victimes ou peu) pour passer progressivement à un autre stade afin de gagner les opinions sur sa "probable" longue durée, les coûts humains immenses qu'elle va causer et les conséquences économiques et sociales du poids de la guerre sur les salariés français.

#### *Les idées de la CGT pour le débat.*

Cette situation inhabituelle appelle de l'ensemble des organisations CGT, un immense travail d'explications permanent, quotidien, diversifié.

Il est nécessaire d'élargir et favoriser le débat à partir de l'actualité qui bouge en permanence.

Il s'agit de dépasser le choc d'idées, contre idées, et de permettre à chaque salarié de construire ses idées en confrontant celles de la CGT à la réalité dans sa diversité et au vécu de chacun.

Il faut donc être présents chaque jour, s'expliquer au jour le jour sur une actualité qui évolue, se transforme avec un accompagnement idéologique très affiné et cohérent.

Permettre ce large débat, nourrir la réflexion, le sens critique des salariés exige une organisation et des moyens de propagande à la hauteur des enjeux.

Il est impérieux de passer du stade de la diffusion des idées de la CGT à l'organisation concrète et quotidienne des débats autour de celles-ci.

Faire le lien permanent entre ce que les salariés ont dans la tête sur la guerre, mais aussi sur leurs préoccupations quotidiennes au travail, dans leur vie avec la réalité concrète des attaques patronales et gouvernementales sur leurs conditions de vie et de travail, leurs enjeux et nos propositions, demande bien autre chose, un autre style de bataille d'idées, de propagande que la simple diffusion d'un tract, ou la simple reprise de l'expression confédérale et fédérale.

## *Déployer une intense activité de propagande pour le débat.*

Nous en avons les moyens.

Le tract certes, mais aussi les panneaux syndicaux et plus particulièrement les bulletins aux syndiqués pour mettre ceux-ci en capacité de porter et faire vivre les idées de la CGT, les prises de parole et l'organisation des débats par ateliers, services, bureaux... avec le souci d'informer mais d'aller bien au-delà, d'organiser en grand la réflexion des salariés.

Tous les jours, il se passe quelque chose. Chaque jour, la CGT doit s'exprimer, s'expliquer sans jamais prendre de retard.

Chaque jour des mesures d'austérité, des attaques contre les conditions de travail, des atteintes aux libertés au nom de la guerre sont perpétrées contre les salariés. Tout indique que patronat et gouvernement entendent utiliser la guerre du Golfe pour aller plus loin encore. Il faut donc organiser la riposte et stopper ces attaques et, dans le même mouvement, impulser l'action sur les revendications et agir énergiquement contre la guerre.

Chaque jour, il faut aider les salariés à comprendre et à construire la riposte. Si l'information s'avère indispensable pour cela, le débat qui la prolonge doit être organisé et largement déployé.

## *Quelques pistes sur nos principaux moyens d'expression à l'entreprise.*

**LES PANNEAUX SYNDICAUX** peuvent être des lieux autour desquels s'organisent réflexion et débats. Il faut pour cela des panneaux vivants, collant à l'actualité quotidienne. Lieux d'information, ils doivent devenir des points de rencontre et d'animation des salariés avec la CGT :

a) un mot d'ordre, une image d'illustration, une petite argumentation déclinant le mot d'ordre. L'objectif : attirer le regard, retenir l'attention, mais aussi donner à comprendre.

b) organiser le débat. Veiller à ne pas laisser les salariés s'en tenir à la lecture. Susciter les réflexions qu'inspirent nos idées et animer le débat.

Les publications confédérales et fédérales peuvent être des aides efficaces pour confectionner et les panneaux syndicaux et les autres formes d'expression de la CGT.

Dans ce domaine, le journal de la CGT, la VO, doit tenir une place toute particulière et de premier plan. La situation exige de passer à un autre stade de sa diffusion. Mais celui-ci sera d'autant mieux atteint que la VO sera intégrée dans tous les efforts de propagande, utilisée pour nourrir celle-ci et en complémentarité avec les autres publications.

**ANIMATION DES DEBATS** : Démultiplier les débats les plus décentralisés possibles, tel est l'objectif. Cela appelle une préparation minutieuse de l'organisation des débats, réunions, etc...

Les militants chargés de cette tâche doivent s'y préparer. Collectivement dans la direction du syndicat pour définir les thèmes à aborder et préparer les arguments, et individuellement à partir des petites fiches argumentaires. Cibler le contenu de l'intervention, c'est déjà centrer le débat sur l'objectif visé.

**LE BULLETIN AUX SYNDIQUES.** Ce dont les syndiqués ont besoin c'est de mieux en mieux maîtriser à la fois les idées et les arguments de la CGT, mais aussi la démarche syndicale et la pratique qu'elle appelle. C'est d'abord avec eux qu'il faut s'efforcer de montrer les liens entre : guerre et nouvelle phase de la crise, montée des aspirations et des revendications, nos propositions, la valorisation des luttes et des résultats et la vie d'organisation (FNI, syndicalisation, souscription, vie démocratique...).

Dans la situation actuelle, le risque est grand de n'en rester qu'au débat sur la guerre, quelque peu lointaine, en dehors du vécu des salariés.

Proposer, organiser, impulser des initiatives diverses, multiples et rassembleuses sur les lieux du travail, exige une intense activité de bataille d'idées et de propagande ; comme autant de moyens de mise en oeuvre cohérente de l'activité syndicale à l'entreprise.

## **Faire vivre vite** le Comité Confédéral National

---

### **CONSOLIDER NOS MOYENS**

---

Avec nos syndiqués, résolument branchés sur la masse des salariés, c'est à l'élaboration d'un rapport de force favorable au monde du travail, que nous oeuvrons actuellement.

Plus de têtes, plus de bras, plus de moyens financiers et matériels, c'est bien cette dimension-là que nous avons à conquérir pour les luttes et les succès.

La démocratie et nos capacités financières en sont les ingrédients essentiels.

### **AVOIR LA MAITRISE DU TERRAIN**

Toutes nos organisations (UD, UL, FEDERATIONS...) à partir des RENDEZ-VOUS de fin janvier vont faire le bilan le plus précis possible de ce qui a été réalisé.

Les syndiqués sont-ils à jour de leurs cotisations pour 1990 ?

- Combien de syndiqués à jour de leurs cotisations, en janvier avec pour corollaire le FNI payé et le timbre justificatif remis ?

- Combien de prélèvements automatiques de cotisations en plus ?

- La souscription nationale est-elle engagée ? Qu'a-t-elle apporté comme moyens en plus des cotisations ? A-t-elle permis de gagner de nouveaux adhérents ? Quels rapports nouveaux avec les travailleurs sur l'argent de leur défense ?

- Nos syndicats ont-ils fait le nécessaire pour que leurs syndiqués puissent au titre de l'année 1990, déduire de leur déclaration d'impôt, les cotisations versées ?

## EN FEVRIER, DECUPLER NOS EFFORTS

Chaque organisation à partir de la popularisation de quelques exemples significatifs veillera à généraliser l'idée qu'aujourd'hui

**"ADHERENTS A JOUR, CONQUETE DE MOYENS SUPPLEMENTAIRES, RENFORCEMENT DE L'ORGANISATION", C'EST POSSIBLE.**

Concrètement, c'est sur le lieu de travail, en prenant le temps du contact avec chaque adhérent que grandira une dynamique d'action se nourrissant de forces et de moyens nouveaux.

Chaque syndiqué acteur, c'est sur cet objectif que toutes les organisations CGT doivent poursuivre leurs efforts en veillant à l'impulser partout, à aider concrètement à la concrétiser là où nous observons des difficultés.

- **Mise à jour définitive pour l'année 1990.**
- **Collectage de la cotisation de février, ou janvier et février (là où des retards ont été pris).**
- **Remise des timbres justificatifs.**
- **Paiement du FNI aux fédérations et ventilation de la cotisation février aux différentes organisations.**
- **Impulsion de la généralisation du Prélèvement automatique des cotisations.**
- **Poursuite ou mise en oeuvre de la souscription nationale permanente.**

**TELS SONT NOS AXES DE TRAVAIL EN FEVRIER.**

## SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE

Fin décembre, ce sont 69.000 F qui ont été effectivement réglés à la-Confédération au titre de la part de 10 %. Notre connaissance actuelle, reposant sur un nombre limité d'initiatives prouvent la validité de notre démarche.

Plus de 700.000 F. collectés sur le terrain, répartis entre nos organisations. montrent que là où nous nous en occupons, les résultats sont probants.

Ce premier bilan, les initiatives connues, sont un véritable tremplin pour élargir cette souscription à l'ensemble de nos bases organisées.

### Donner la véritable dimension

Il ne s'agit pas de combler un quelconque déficit de cotisations.

Nous avons à bien faire mesurer que l'exigence des luttes actuellement, nécessitent des moyens allant bien au-delà de ceux drainés par les cotisations des seuls syndiqués.

La souscription est un plus permanent aux cotisations permettant plus d'informations, plus de luttes.

Elle constitue un plus pour débattre avec l'ensemble des salariés, des enjeux auxquels nous sommes confrontés.

Elle permet de leur faire percevoir la force qu'ils représentent s'ils s'unissent sur leurs revendications, décident eux-mêmes des formes de leurs actions et des moyens à conquérir pour aller jusqu'au succès.

Les manifestations pour la paix, notamment le 12 janvier, avec des centaines de milliers de personnes, prouvent que de grandes perspectives sont offertes pour unir les salariés, si nous les appelons à agir sur une cause qui répondent bien à leurs préoccupations.

Ce débat permanent sur leur participation, sur la nécessité d'organiser et de s'organiser doit nourrir l'appel à la syndicalisation et permettre le **RENFORCEMENT DE LA CGT**.

### Faire preuve d'imagination

L'entreprise est vaste. Nous avons à nous adresser à toutes les catégories de salariés : du précaire jusqu'à l'ingénieur, le cadre. Mais notre conception du monde du travail ne peut nous faire ignorer ceux qui en sont privés (les chômeurs) ou ceux qui l'ont cessé (retraités).

L'ampleur de notre démarche, ne peut se concevoir sans l'apport dans le débat de tous les syndiqués. C'est leur participation à ce vaste chantier qui permettra la multiplication des initiatives, leur diversité, la forme la mieux adaptée aux terrains. La lettre d'Henri Krasucki est à l'occurrence un outil précieux pour les gagner à agir.

Rien n'est à exclure, ni dans les supports de nos organisations, ni dans la mise en oeuvre pour concrétiser.

**Faire vivre vite** le Comité Confédéral  
National

---

---

**AGIR POUR LA PAIX  
C'EST SYNDICAL, C'EST DONC LEGAL**

---

Gouvernement et patronat appellent les français au civisme et aux sacrifices dans la situation difficile où ils ont mis la France.

Comment peut-on en appeler au civisme des gens et dans le même temps prendre des mesures visant à restreindre des droits essentiels du citoyen.

Les mesures de réquisitions, les restrictions à la liberté d'expression, au droit de réunion et de rassemblement, les restrictions aux droits syndicaux, aux prérogatives des institutions représentatives du personnel, à la liberté de circulation des délégués, les atteintes au droit de grève ne se posent pas seulement en terme de légalité, elles sont illégitimes, comme est illégitime le recours à la guerre pour régler un conflit, rétablir le Droit quand d'autres choix sont possibles.

Les dispositions qu'il convient de prendre pour assurer la sécurité des populations ne nécessitent pas des décrets d'exception. En fait, les mesures telles que les réquisitions ont des objectifs moins avouables, elles visent à priver les salariés des administrations, des services publics, des entreprises publiques et de certaines entreprises privées, des garanties fondamentales de leur statut ou convention collective, à exiger d'eux une obéissance aveugle, à ouvrir la voie à une vague de répressions.

**LA MEILLEURE FACON DE RESISTER,  
C'EST D'UTILISER PLEINEMENT TOUS LES DROITS.**

**Droit de réunion.**

- Tenir les réunions des instances statutaires, des réunions de syndiqués, des assemblées de personnel dans les mêmes conditions que précédemment.
- Utiliser l'heure d'information mensuelle normalement.
- L'invitation de militants extérieurs mandatés est un droit. Il faut continuer à le faire respecter.

**Distribution de tracts - prise de parole**

Là encore, ne pas changer les habitudes, aux portes mais aussi à l'intérieur lorsque cela se faisait avant, à la cantine, etc.....

D'une manière générale, les textes prévoient des droits, par accord tacite ou écrit. Les pratiques coutumières constituent des acquis importants qu'il faut conserver et faire respecter. Le Code du Travail interdit aux directions de remettre en cause d'une façon unilatérale les usages.

**Libre circulation des délégués  
Heure de délégation  
Exercice normal du mandat**

Dans ces domaines encore, attention aux remises en cause sous de faux prétextes de sécurité. Les syndicalistes n'ont pas à être suspectés d'être potentiellement plus dangereux que d'autres, au contraire, leur activité doit être protégée, elle n'a pas de caractère séditionnaire, encore moins terroriste. Il n'appartient pas à l'employeur, seul, d'apprécier le contenu et les limites des mandats qui sont d'ordre public.

**Affichage syndical**

Dans le secteur public, ce qui figure sur le panneau syndical est réputé syndical. Dans le secteur privé, le contenu des affiches, publications et tracts est librement déterminé par l'organisation syndicale, sous réserve des dispositions relatives à la presse. Dans tous les cas, le patron, le chef de service, ne sont pas habilités à juger du contenu et à en demander le retrait.

Les militants peuvent et doivent refuser de retirer les affiches et les tracts..  
Les employeurs ou chefs de service n'ont pas à se faire justice eux-mêmes; s'ils le font, c'est une entrave au droit syndical, passible de sanctions devant les tribunaux.

Des employeurs vont demander et demandent déjà au juge des référés le retrait des affiches, avec l'argumentation : "tract politique", et risques de troubles. Il y a, en fait, peu de jurisprudence à ce sujet depuis les améliorations législatives de 1982 rappelées plus haut. Le jugement particulièrement rétrograde qui avait ordonné le retrait de "Coup de colère" de POITOU sur le Golfe à la demande des magasins Carrefour constitue une exception, qui est d'ailleurs frappé d'appel.

Le combat que nous devons mener est donc d'abord syndical, avec les salariés des services ou entreprises concernés, mais nous ne manquons pas d'arguments sur le plan juridique plus solides que ceux des patrons qui se contentent d'affirmations péremptoires, à développer devant les tribunaux.

On ne peut contester aujourd'hui que la défense des Droits de l'Homme soit du domaine syndical. Nous estimons qu'il n'y a pas d'atteintes plus graves aux droits de l'homme que la guerre. Toutes les actions engagées à ce titre, le sont donc dans le cadre des libertés syndicales reconnues et protégées par les

lois et règlements en vigueur. L'assimilation à des expressions de solidarité ou des actions politiques, illicites parce que sans lien avec la défense des intérêts matériels et moraux des salariés, individuels ou collectifs, ne tient pas.

Tout cela, nous l'avons déjà utilisé, mais la situation dramatique actuelle nous fournit un élément supplémentaire, juridiquement encore plus fort. De nombreuses directions ont pris des dispositions, notamment en matière de sécurité, mais aussi parfois de production ou d'organisation du travail en fonction de la situation dans le Golfe. Les comités d'hygiène et de sécurité, les comités d'entreprises, doivent pouvoir donner leur avis et le faire connaître à l'ensemble des salariés.

La situation dans le Golfe est déjà largement utilisée pour s'opposer à la satisfaction des revendications. Le Gouvernement annonce que les augmentations de salaires de la Fonction Publique seront inférieures à la hausse des prix prévue en raison du coût du conflit. C'est un pas de plus dans la désindexation. Des entreprises repoussent les réunions annuelles sur les salaires. Il y a de plus en plus un lien direct entre l'aggravation de l'austérité et des conditions de travail.

#### Droit de grève

Les opérations dans le Golfe sont l'occasion pour le Gouvernement et le patronat de tenter de renforcer l'arsenal anti-grève. Ils vont tenter de contester des préavis dans le secteur public, de faire juger certains mouvements illicites sous couvert de grève politique, de grève de solidarité, etc...

Si nous tenons bien le créneau des revendications en même temps que celui de la lutte pour la paix, nous rendrons très difficile cette forme d'obstacle; une grève contre l'austérité renforcée, contre l'aggravation des conditions de travail et pour la paix ne risque pas de tomber sous le coup de ce genre d'interdiction.

#### **MOBILISER LES CONSEILLERS PRUD'HOMMES, LES " DEFENSEURS " .**

Dans une période comme celle-ci, au nom de la guerre du Golfe, les patrons vont multiplier les attaques contre les droits. C'est déjà bien commencé. De nombreux acquis sont menacés, en matière de rémunération, de primes, de temps de travail, etc ....

Cela va servir à tenter des licenciements sans respect des procédures et des droits.

Dans cette bataille pour la PAIX, les LIBERTES, les DROITS, *il faut penser à mobiliser largement nos 2.800 CONSEILLERS PRUD'HOMMES, les DEFENSEURS*, pour qu'ils s'intègrent bien dans le combat général dans leur secteur d'activité et au niveau interprofessionnel.

**Faire vivre vite** le Comité Confédéral  
National

**A L'OFFENSIVE  
POUR LE DROIT A LA RETRAITE  
ET A LA SANTE**

Publication prochaine d'un Livre Blanc gouvernemental, déclarations Ministérielles et patronales sur un développement de la Capitalisation...

La retraite est, avec la santé, un des domaines sur lequel le Gouvernement entend agir très rapidement et très fortement.

Au cours du Grenelle des Retraites qu'il veut tenir au Printemps, le Gouvernement tentera d'obtenir un consensus pour faire admettre des reculs qui seraient à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale :

- augmentation du nombre de trimestres de cotisations,
- remise en cause des 10 meilleures années,
- blocage des pensions, etc...

Deux raisons essentielles expliquent cette précipitation :

- a) Les orientations du Xème Plan votées en Juin 1989 par le Parlement restent encore, à ce jour, à l'état de projet.
- b) L'échéance de l'harmonisation Européenne prévue pour 1992 approche et nécessite des dispositions de la part des régimes français pour les réduire au plus bas.

Parallèlement, assureurs, financiers, etc... tentent de drainer l'épargne populaire et présentent la Capitalisation comme le seul recours face aux difficultés des régimes, engendrées par un prétendu "déséquilibre démographiques".

C'est l'affrontement entre les systèmes collectifs de base tels la Sécurité Sociale, les grands régimes de retraites complémentaires fondés sur la solidarité, que défend vigoureusement la CGT (mais aussi FO et la CFTC), et les systèmes à caractère individuel tels le PEP et autres produits assuranciers soutenus par le Gouvernement et le Patronat au prétexte qu'ils constituent un apport à l'économie.

Cette offensive s'inscrit dans le démantèlement structurel de la Sécurité Sociale, dont la Branche vieillesse constitue un élément important.

Face à ces dangers, la mobilisation des salariés actifs et retraités est indispensable.

En liaison avec le renouvellement des administrateurs de Sécurité Sociale et la bataille pour la syndicalisation, les revendications, la paix, des initiatives doivent être prises :

- information dans les entreprises,
- pétitions pour la défense et l'amélioration du droit à la retraite,
- assemblées, débats, etc...

## *Sans attendre le Printemps*

Cette action de masse doit trouver toute sa place dans le prolongement immédiat du CCN :

- En priorité dans les entreprises avec les syndiqués, par l'information et la sensibilisation des salariés, en favorisant leur expression et la prise en compte des propositions de la CGT
- En associant les administrateurs Sécu aux rencontres, discussions, prises de parole en pleine conformité avec la mise en oeuvre de notre démarche syndicale
- Au niveau des départements, des conférences de presse de présentation officielle des candidats Sécu, doivent se tenir au cours de mois de Février et Mars, sur fond de lutte pour la Protection Sociale et la Santé, en mettant l'accent sur les retraites.

D'autres initiatives peuvent s'envisager dès maintenant, telles que rassemblements, manifestations, délégations vers les Préfectures, les Caisses de Sécu, Chambres Patronales, etc...

Cette multitude d'initiatives très diverses adaptées aux besoins, aux moyens syndicaux et à l'actualité, doit créer les conditions d'un vaste mouvement dans le monde du travail :

- pour s'opposer à toute remise en cause des droits à la retraite,
- pour faire grandir la prise en compte des solutions de financement passant par des investissements dans les salaires et non pas dans la guerre, dans l'emploi et les qualifications, dans les productions industrielles et les services utiles au progrès économique et social de notre Pays.

---

## ***RENOUVELLEMENT DES ADMINISTRATEURS PARTOUT, LA C.G.T. TIENDRA SA PLACE***

---

En assumant l'ensemble de ses responsabilités dans la lutte pour la Paix, les revendications et la syndicalisation, la C.G.T. tiendra pleinement sa place de Première Organisation Syndicale dans TOUS les Conseils d'Administration des Organismes de la Sécurité Sociale, au plan National, Régional et Départemental.

### ***TOUS LES OBJECTIFS SONT ATTEINTS***

- Celui du nombre :

Plus de 4.000 candidatures comprenant pour la première fois, un nombre égal de suppléants et titulaires, ont été recensées et transmises par la Confédération. C'est le résultat d'un énorme travail de recherche, de débat avec les syndicats et les intéressés, de décisions démocratiquement adoptées par les Directions des Unions Départementales.

- Celui des délais et de la procédure :

Malgré des directives Ministérielles compliquées consistant à passer par les DRASS (Directions Régionales de l'Action Sanitaire et Sociale) pour s'adresser aux Confédérations Nationales qui devaient recueillir les candidatures sur l'ensemble du territoire afin de les transmettre en bonne et due forme aux Préfectures de régions, LE "DÉLAI DE RIGUEUR" A ÉTÉ RESPECTÉ.

L'ensemble des candidatures a été transmis avant le 31 Janvier.

- Celui des critères militants et de la qualité de la vie syndicale :

En moins de 2 mois, dans une période marquée par les fêtes de fin d'année et le déclenchement de la guerre dans le Golfe, le résultat obtenu est remarquable. Il est à mettre au compte de la mobilisation et de la coopération avec :

- les syndicats concernés,
- les 95 Unions Départementales,
- Plusieurs Régions et Fédérations,
- les Antilles et la Réunion,
- la Confédération.

Il témoigne d'une forte sensibilisation et d'une nouvelle étape dans la prise en compte de la Protection Sociale, pour la porter au même niveau que les salaires, l'emploi, les libertés.

## **VEILLER A LA FORMATION ET LA MISE EN OEUVRE DE NOTRE ACTIVITE**

L'appréhension d'un mandat spécifique de la C.G.T. passe nécessairement par les qualités et les compétences que doivent acquérir ou actualiser les candidats investis de cette responsabilité nouvelle ou reconduite.

Au-delà des initiatives à prendre pour que la désignation s'effectue publiquement, en lien avec l'activité sur la Protection Sociale et plus particulièrement les retraites, il convient de prendre des mesures plus précises pour assurer la formation des futurs administrateurs.

Celle-ci passe par des stages à programmer et organiser au niveau des Unions Départementales ou Régionales, en liaison avec la Confédération, qui doit se donner les moyens de répondre aux besoins exprimés.

Elle passe également par leur participation aux stages organisés par le Secteur Santé-Protection Sociale-Retraite, à Courcelle ou en Institut Social du Travail.

D'ici au 31 Mars, il est important de porter attention à ce potentiel exceptionnel de 4.000 hommes et femmes C.G.T. pour les associer à la vie des Commissions Sociales des Unions Départementales et des Fédérations, pour la mise en oeuvre rapide et concrète des décisions du CCN de Janvier 1991.

## **DERNIERE MINUTE**

Le C.N.P.F. fait main basse sur la Sécurité Sociale en désignant son Président J.L. GIRAL, comme Administrateur National au sein du Collège Employeur de la CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES.

Comme le souligne la presse : "C'est la première fois que le C.N.P.F. désigne son Président de la Commission Sociale, et c'est en soi un signe indéniable de l'intérêt que porte le Patronat à la gestion des deniers sociaux, et plus particulièrement de la santé".

Cette opération va de pair avec le partage des Présidences de Caisses en toute connivence avec le Gouvernement et les autres syndicats, et les obstacles dressés en travers du renouvellement des Administrateurs C.G.T.

Tout confirme combien la représentation de la C.G.T. et la place qu'elle tient pour défendre les intérêts des assurés sociaux, constituent un enjeu de classe considérable, indissociable de l'activité déployée pour faire barrage aux ambitions de destruction sociale et aux convoitises financières du Gouvernement et du Patronat sur le dépeçage de la Sécurité Sociale.

# ARGUMENTAIRE POUR LES MILITANTS

## PAIX ET REVENDICATIONS

La guerre est sur tous les écrans, sur toutes les lèvres, dans tous les esprits. C'est la donnée centrale de la situation actuelle.

La guerre a des conséquences sur notre vie quotidienne, sur nos conditions de travail, déjà, comme elle en aura sur nos salaires si nous laissons faire. Déjà, nous entendons sur le sujet quantité d'arguments, souvent contradictoires. Le pacifisme ne serait plus tenable, maintenant que la guerre a éclaté... Ce serait indécent de parler de nos revendications alors que la planète est engagée dans la catastrophe...

L'opinion et le comportement des gens, des salariés se modifient en fonction des événements, mais surtout en fonction de la présentation qui leur en est faite par le gouvernement, les médias, sans oublier le patronat dans les entreprises. Il s'agit de faire accepter la guerre et de s'en servir comme argument pour renforcer la politique d'austérité, en franchissant de nouvelles étapes dans la mise en place du remodelage économique et social.

Voir cela, c'est comprendre le besoin plus important que jamais d'une démarche CGT encore plus dynamique, bien en prise avec ce qu'il y a dans les têtes pour répondre aux questions et aspirations de chacune et chacun.

CHEVENEMENT, cité par le Monde du 28/01/91 aurait déclaré : *"Je considère qu'à partir du 17 janvier, il n'y a plus de place pour le débat"*. Ce n'est pas notre position. Nous avons besoin de beaucoup nous expliquer, sur chaque lieu de travail, pour arrêter la guerre, développer l'action syndicale et les luttes, gagner en qualité de vie d'organisation.

C'est le même combat syndical, d'où ce petit argumentaire.

*On nous dit : "parler de cette guerre,  
c'est faire de la politique,  
ce n'est pas syndical".*

La guerre accentue les difficultés économiques et justifie de nouvelles mesures :

. **d'austérité** : le gouvernement ROCARD annonce un plan de 20 milliards d'économies budgétaires qui était pour l'essentiel prêt à l'automne 90.

. **de limitation du pouvoir d'achat** : la lettre de cadrage de M. ROCARD pour 91 rappelle la position pour les salaires du secteur public (désindexation et maîtrise des évolutions nominales...) et conclut : "je vous remercie de veiller au respect de ces

orientations qui conditionnent le succès de l'adaptation de notre politique économique et sociale à la conjoncture internationale et aux événements du Golfe".

. **d'aggravation des conditions de travail** : Sous couvert d'état de guerre ou de réquisitions, on impose travail de nuit, heures supplémentaires, astreintes diverses, parfois très éloignées des services définis par les statuts ; on s'efforce d'amener les salariés, sur leur conscience professionnelle, à accepter le bénévolat (infirmières...), l'insécurité (transports...), la précarité (secteur public...).

. **de flambée des prix** : L'inflation ne vaut pas que pour les produits pétroliers. Dans des magasins Casino, on a enregistré + 80% sur les étiquettes des produits de consommation courante...

. **de restriction des droits et libertés** : interdiction des badges pacifistes, des tracts contre la guerre, des grèves sur ce sujet ; mutations de salariés connus pour leur appartenance syndicale sur d'autres postes de travail et interdits professionnels (dans les arsenaux, la métallurgie, les transports ...). Les enseignants, les journalistes, les personnels de santé doivent se plier aux obligations de réserve et taire leurs opinions... Quelle aubaine cette guerre qui permet de restreindre le droit syndical, d'interdire usines et lycées aux personnalités extérieures, de développer l'arbitraire et l'autoritarisme, de manipuler l'opinion et les gens sans possibilité de riposte.

***pour tout cela, nous disons :***  
***Exiger la paix, c'est avoir un mot d'ordre***  
***profondément syndical.***

*On nous dit :*  
*ce sera une guerre vite finie.*

Depuis le début, c'est un mensonge. Même les médias reconnaissent aujourd'hui la manipulation tout en se défendant de l'avoir voulue. Et pourtant, des gouvernants aux militaires en passant par les journalistes tous savaient que ce serait un engrenage infernal, aux risques importants :

. **d'extension du conflit** : en attaquant Israël, Saddam Hussein sème le germe d'un nouvel affrontement Israël/pays arabes.

. **de destruction** : qui peut croire qu'on détruira le potentiel militaro-industriel de l'Irak - comme l'a souligné François MITTERRAND - sans frapper les populations civiles ? Déjà, des reportages, contestés par le Pentagone, montrent des enfants mutilés, des gens essayant de récupérer les produits alimentaires au milieu des gravats...

. **de pollution** : à l'heure où nous écrivons ces lignes, le pétrole coule toujours dans les eaux du Golfe Persique au rythme de deux cent mille barils par jour. Et la menace de mise à feu des puits Koweïtiens existe toujours.

. **d'antagonismes** : l'Irak, comme l'Arabie Saoudite, abrite plusieurs hauts lieux religieux musulmans dont la destruction risque d'attiser la montée des intégrismes. Sans parler des sentiments d'injustice, d'incompréhension et d'humiliation ressentis par les peuples arabes et par les palestiniens devant l'attitude pour le moins sélective et dominatrice des grandes puissances.

Beaucoup de commentateurs disent aujourd'hui que la guerre sera longue et tablent doctement sur plusieurs semaines ou plusieurs mois. D'après un sondage BVA 7/7 réalisé samedi 26/01/91, 74% des français pensent que le conflit pourrait durer des mois voire des années. Autant de temps pour permettre l'avènement de toutes les catastrophes possibles, d'après les menaces des uns et des autres... et pour enraciner solidement les germes de haine et de mutuelle incompréhension.

Une guerre ne devient ni plus juste ni plus acceptable parce qu'elle est déclenchée.

***Il faut revenir à une logique de paix.  
il faut arrêter la guerre tout de suite.***

*On nous dit :*

*personne ne gagne rien à la guerre,  
personne ne la veut.*

Entre autres, l'ineffable Bernard TAPIE claironnait sur les ondes que la guerre ne réglerait pas les difficultés économiques de tel ou tel pays et que la récession allait continuer. Certes...

Mais financiarisation et nouvelles dominations y gagnent.

. Rappelons-nous que la Bourse, sans aucune vergogne, a flambé dès l'ouverture des hostilités. On pouvait lire dans le Figaro du 18/01/91 : "... les places boursières ont aligné des records historiques de hausses. Tétanisés depuis plusieurs mois, les marchés ont brutalement satisfait hier toutes leurs envies acheteuses... Ces hausses, qui s'étalent entre 2,4% et 7,56% ne sont pas artificielles car elles ont eu lieu dans de très gros volumes... A Paris, les transactions ont atteint 5,3 milliards de francs, du jamais vu en un an !".

. La Tribune de l'Expansion du 22/01/91 précise : "s'amorce à l'intérieur du club des pays les plus industrialisés un rééquilibrage entre deux types d'argument : le poids économique et financier d'un côté, la croissance politique et militaire de l'autre". Il s'agit bien d'une redistribution des cartes avec des effets durable pour USA et Grande-Bretagne face au Japon et à la RFA.

La guerre coûte cher, mais rapportera gros.

. Chaque journée de conflit dans le Golfe se situe à un niveau jamais atteint :

- 500 millions de Frs pour un seul avion F 117-A
- 7,5 millions de Frs pour un missile Tomahawk qui ne sert qu'une fois.
- 100 millions de Frs pour un Jaguar français.
- 25 millions de Frs pour un raid de l'aviation française.

Solde, entretien, hébergement des 12 000 soldats français = 21 millions de francs par jour.

Plus de 200 milliards de Frs pour les avions, 250 milliards pour les navires. Sans parler des satellites, systèmes de commandement, hélicoptères, chars et autres équipements terrestres. Les alliés concentrent dans le Golfe 1 000 milliards de Frs soit 10 fois le budget annuel d'équipement de l'armée française... L'horreur coûte cher = 3 milliards de

Frs par jour, sans compter les investissements préalables en matériels qui eux, s'évaluent en centaines de milliards.

. Une expérience grandeur nature : disons-le, les hommes servent de cobayes à nouveau pour un arsenal ultra sophistiqué. Médicalement, les expériences restent modestes : pilules antisommeil testées sur nos piou-piou, vaccins anti-armes chimiques sélectionnant à peine 4 ou 5 possibilités microbiennes,... à tel point qu'on peut s'interroger sur leur efficacité.

*"... Des savants de chimie-biologie ont émis des doutes sur les motivations du pentagone en vaccinant les Marines. Selon les scientifiques new-Yorkais, une vaccination est efficace si on inocule des virus connus que doit utiliser l'ennemi.*

*Or, le Pentagone a vacciné contre seulement quatre ou cinq maladies sans connaître exactement l'arsenal bactériologique irakien. Dans ces conditions, poursuivent les chercheurs, une telle campagne de vaccination sera inefficace. A moins que ce soit le Pentagone qui ait décidé d'utiliser ses propres armes chimiques et nucléaires. La presse américaine n'a pas repris ces informations." (In Révolution, 18/01/91).*

Militairement, c'est une autre affaire, bien plus conséquente. Écoutons l'Usine Nouvelle du 24/01/91 :

*"Quinze ans après la guerre du Vietnam, le conflit du Golfe est le premier de cette importance. Les états-majors du monde entier examinent déjà à la loupe l'efficacité sur le terrain de l'effort militaire sans précédent des Etats-Unis pendant les années Reagan : 12 000 milliards de francs consacrés à la défense entre 1981 et 1990. Quels seront les nouveaux systèmes d'armes high tech qui se révéleront indispensables ? Et quels pays pourront consentir les investissements correspondants ?*

*S'il s'avère qu'un pays de 18 millions d'habitants peut tenir tête un certain temps à une telle armada, si le conflit se solde par d'importantes pertes humaines, c'est tout l'arsenal ultra-sophistiqué qu'il faudra remettre en cause. Cette première grande guerre électronique pourrait bien être alors la dernière de ce type."*

Rappelons-nous combien la construction de l'empire Dassault doit à la guerre ! Rappelons-nous aussi que l'argent consacré aux efforts militaires manque pour les salaires, les créations d'emploi, les retraites, la santé. A titre de comparaison :

1 char = 1 service de réanimation

1 avion = 1 hôpital local

1 porte avion = 1 hôpital comme Robert Debré

1 blindé = 1 scanner.

Les chiffres et l'histoire parlent : les peuples n'ont rien à gagner à cette guerre.

**Exigeons que l'argent  
de la guerre  
serve à la vie**

C'est-à-dire à régler les vraies questions qui se posent dans la région du Golfe, à régler les problèmes du pouvoir d'achat, de protection sociale, de mal vivre.

*On nous dit :*

*"unité nationale autour de nos soldats".*

. C'est un argument indigne, intolérable de la part de ceux qui :

- ont armé le bras de Saddam Hussein hier, le mettant ainsi en capacité de faire des victimes françaises entre autres.

La France, pour ne parler que d'elle, a en effet vendu : des missiles anti-chars, des engins blindés, des véhicules lance-missiles, des hélicoptères de combat, des avions et des réseaux de radars... L'Irak se trouve même disposer d'équipements dont l'armée française n'est pas fournie. Un comble !

- ont envoyé 12 000 hommes dans le Golfe pour y mener une guerre de domination et y assurer les intérêts vitaux... américains.

. L'aspiration des soldats, c'est de revenir en France plutôt que de combattre en terre étrangère pour de prétendues valeurs qui sentent le pétrole à plein nez.

. Ce n'est pas parce qu'on a une armée de métier qu'on doit faire la guerre. Le général Coppel dit que ces soldats sont des professionnels "aguerris", entraînés.

Les marines du Vietnam l'étaient aussi ce qui n'a empêché ni stress de combat ni névroses de guerre, sans parler des mutilations. Écoutons le docteur Louis Crocq, spécialiste de psychiatrie militaire : *"j'ai analysé le film réalisé au moment de la prise des Malouines par les troupes britanniques et qui montre des combattants pleurant en voyant l'ennemi agoniser..."*. Nous, nous ne voulons pas de cela, pour les soldats français, du contingent ou de carrière. L'armée peut et doit remplir d'autres tâches que la mort, sur notre sol et dans le monde.

***Exigeons le retour de nos soldats en France,  
toutes les troupes doivent évacuer le Golfe.***

*"On nous dit : "il y a risque  
de terrorisme, donc il faut  
prendre des mesures de sécurité".*

. **Effectivement, il y a risque de terrorisme.** Saddam Hussein a appelé au Djihad (la guerre sainte) et au sabotage des intérêts occidentaux partout dans le monde.

Il peut être entendu. Par ailleurs, l'occasion est belle pour tous les groupes terroristes de destabiliser tant soit peu certains gouvernements. Enfin, le propre des fanatiques c'est que leur fanatisme est toujours excité, qu'ils soient vainqueurs ou vaincus.

C'est donc la guerre, et elle seule, qui engendre violence, opposition, racismes, qui peut dresser les communautés et pays les uns contre les autres.

. on ne pourra pas surveiller tout et tout le temps.

Les mesures prises actuellement et impliquant douaniers, police de l'air, police nationale, armée, gendarmerie... sont par nature exceptionnelles. Elles mobilisent des forces arrachées à d'autres tâches, tout aussi nécessaires.

Et il n'est pas tolérable que les personnels dans la Fonction Publique par exemple soient utilisés pour la sécurité au détriment de leurs fonctions normales, et donc du service rendu aux usagers.

Les sociétés de gardiennage sont paraît-il débordées et ne peuvent faire face. C'est qu'elles ne sont pas la solution. Si il y a des problèmes de sécurité et de surveillance, il faut créer dans les secteurs concernés de vrais emplois avec des salariés faisant partie, au même titre que les autres, de l'entreprise.

**La crainte du terrorisme a déjà un prix** : baisse du taux de remplissage des avions, chute des activités du tourisme, des activités culturelles, de la fréquentation des restaurants et magasins. Ce prix sera encore aggravé par les mesures d'austérité frappant les salariés et limitant leur consommation.

Les plans blancs, bleus, rouges ou vigipirates ou autres ne protégeront efficacement ni les personnes ni les biens. Unis, les salariés français et immigrés, de toutes nationalités, sauront déjouer les pièges et faire respecter leur cohésion comme ils savent chaque jour exiger ensemble leur dû face à un patronat arrogant et exploiteur.

## ***La meilleure façon d'empêcher le terrorisme : arrêter la guerre.***

***On nous dit : Il faut bien libérer le Koweït,  
faire respecter le droit international.***

Jusqu'à présent, le Moyen Orient n'avait visiblement pas "mérité" une guerre :

Les invasions successives du Liban ? Les conflits israélo-arabes ? Le sort du peuple palestinien ? La guerre Iran/Irak ? L'extermination des Kurdes ?...

Les prétentions de l'Irak sur le Koweït ne sont ni nouvelles ni étonnantes. C'est un problème de frontière qui depuis plus de trente ans n'a jamais été résolu. Il y a aussi entre le Koweït et l'Arabie Saoudite une "zone neutre" qui attend un accord frontalier définitif.

Seule une conférence qui mettrait toutes les parties en présence permettrait de régler ces litiges.

Il ne s'agit pas de l'indépendance du Koweït mais de la stabilité des régimes arabes pétroliers et de la mainmise sur les champs pétrolifères. Toute cette affaire était préparée depuis longtemps par les américains qui poursuivaient un double but :

- s'implanter dans la région
- devenir les maîtres de la politique pétrolière du monde.

Nos camarades de la santé écrivaient fort justement dans un numéro spécial de Perspectives-Santé :

***"L'OR NOIR" reste et restera pendant de longues années la source dominante d'énergie.***

*Il représente à lui seul un cinquième du commerce extérieur. Sa place prépondérante dans le marché des matières premières conduit les compagnies pétrolières à procéder à des nouveaux investissements dans ce qui constitue la base de l'industrie des hydrocarbures de réserve.*

*Ses réserves sont localisées dans la région du Golfe à hauteur de 65% et peuvent être exploitées à long terme.*

*Qu'on en juge.*

*90 ans en Arabie Saoudite.*

*100 ans au Koweït.*

*80 ans dans les Emirats arabes*

*+ de 70 ans en Irak et Iran,*

*alors que ceux des USA ont un avenir de moins de 10 ans.*

*Ainsi, Brezinski, haut responsable peut déclarer : "L'action unilatérale des Etats Unis a pour effet d'ores et déjà d'assurer, pour l'essentiel, les intérêts vitaux américains".*

On comprend mieux pourquoi toute cette affaire était médiatiquement préparée depuis un an, surtout par l'Amérique et la Grande-Bretagne qui ont commencé à développer plusieurs argumentations tendant à faire croire :

- que Saddam Hussein était un diable, un ennemi public n° 1 ;
- qu'il faisait peser une énorme menace sur la planète parce qu'il allait se doter de l'arme nucléaire.

L'ordre international dont on nous rebat les oreilles est vraiment chaotique.

Dans cette région du monde, combien de frontières artificielles, créées par la décolonisation, combien de sources de conflits, d'actes de piraterie, de dictateurs et d'injustices. Et les USA peuvent-ils prétendre au droit, eux qui aident Israël à maintenir son occupation sur les territoires palestiniens, eux qui envahissent Grenade et Panama, eux qui ne transmettent au monde que des techniques de guerre et de manipulation d'opinion ?

On nous a beaucoup parlé de l'ONU pendant des semaines et d'un seul coup, plus d'ONU. Les USA n'ont plus besoin d'elle pour justifier leur action dans le Golfe. Ils ont le leadership politique et militaire qu'ils souhaitent, puisqu'il n'y a pas d'état-major de l'ONU sur place, comme ce serait statutaire. L'ONU n'a été dotée d'une raison d'être que le temps de jouer le coup.

Nous disons qu'il est temps de cesser les errances, les erreurs, les injustices.

Faisons appliquer toutes les résolutions des Nations Unies.

***Exigeons le cessez-le feu et une conférence internationale sous l'égide de l'ONU.***

On nous dit :

*"Vous êtes des pacifistes bêlants  
et vous faites le jeu de Saddam Hussein".*

. Faisons tranquillement remarquer que ce sont ceux qui ont dénoncé de tout temps le régime de Bagdad qui disent "paix" aujourd'hui. Nous avons toujours dit que Saddam Hussein n'était pas un démocrate, nous nous sommes insurgés contre ses crimes et exactions alors que d'autres, en l'armant, en le recevant, ont contribué à lui donner cette envergure de héros des masses arabes qu'il revendique aujourd'hui. A chacun ses responsabilités !

. Défendre la paix, c'est défendre des valeurs concrètes. La paix n'est pas l'absence de guerre, la paix n'est pas le contraire de la guerre.

- Nous disons que d'autres solutions que la guerre existaient. Il y avait le blocus. Il fallait le renforcer, le pousser au bout en veillant à ce que le peuple irakien n'en soit pas l'innocente victime et en laissant la possibilité ainsi aux forces progressistes irakiennes de constituer et renforcer les poches de résistance au régime de Saddam Hussein.

Mais le blocus n'a pas été respecté – les affaires sont les affaires, n'est-ce pas ? – et les USA ne voulaient pas d'une solution négociée.

- Nous disons que nous soutenons certaines valeurs : les droits de l'homme, les droits de la femme, la liberté d'expression, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc... Les régimes que soutient actuellement la coalition alliée n'ont rien de commun avec ces valeurs.

Dans les Emirats Arabes, au Koweït, en Arabie Saoudite, il y a des richesses considérables, des moyens financiers qui ne servent ni à réduire les inégalités ni à promouvoir le progrès social. C'est inacceptable.

- Nous disons que la guerre n'est pas une solution. Nous ne sommes pas les seuls. Les évêques de France, réunis à Lourdes en Assemblée plénière, le 11/11/90, soulignaient alors :

*".. La paix et la justice marchent ensemble. Elles ne peuvent procéder d'une attitude qui s'enfermerait dans une logique de guerre. Tout doit être mis en oeuvre pour favoriser une logique de paix qui respecte les droits de tous les peuples concernés, en particulier ceux du Moyen Orient. Etant donné l'enchaînement des risques qu'elles comportent, la guerre n'est pas aujourd'hui un moyen adapté pour obtenir justice de la violation des droits. C'est pourquoi, même en cas de légitime défense, on ne saurait y recourir qu'une fois épuisées toutes les possibilités d'un règlement pacifique".*

Et pour conclure sur ce point, donnons la parole à Marc KRAVETZ, journaliste à Libération et envoyé spécial dans le Golfe qui écrivait le 16/01/91 :

*".. Ce n'est pas pour Saddam Hussein qu'il faut refuser la guerre. Mais parce qu'elle contredit les valeurs que l'on prétend défendre. Et accessoirement parce qu'elle ne sert à rien".*

Pour nous, le moyen fait partie du résultat :

***Allons à la paix par des voies pacifiques.***

On nous dit ... et on nous dira bien des choses encore. Il faudra alors rappeler certaines vérités, résister à toutes les illusions, les manipulations, les pressions. Il faudra tenir dur comme fer sur certaines exigences, par exemple l'application du droit international à tous... par exemple le refus de l'accumulation des richesses dans les mains de quelques nantis : pays, classes ou individus.

Ce qui nous ramène aux situations vécues ici. La guerre est difficile pour les peuples du Moyen Orient comme pour les salariés français.

Refusons-en les conséquences : les horaires bouleversés, les conditions de travail aggravées, la remise en cause des droits acquis pour vivre et travailler en pleine sécurité et qualité.

Refusons que la guerre serve d'alibi à un patronat avide de profits : déjà les exemples abondent : des primes d'intéressement supprimées, des licenciements annoncés, des emplois menacés. Déjouées pour l'instant, ces manoeuvres, mais la vigilance s'impose.

Refusons des mesures gouvernementales prévues de longue date et amenées maintenant fort opportunément.

---

---

*Dans le syndicat,  
ensemble et d'un même mouvement,  
luttons pour arrêter la guerre  
et gagner nos revendications.*

---

---